

UNIGER

Société Anonyme au capital de 1.526.520 F
Siège social : Tour Maine-Montparnasse - 33, Avenue du Maine
75015 PARIS

R.C.S. PARIS B 315 429 837

10 JUN 1994

99036

PROCES-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 7 AVRIL 1994

7932685

L'an mil neuf cent quatre vingt quatorze, le 7 avril à dix heures trente, les Membres du Conseil d'Administration se sont réunis au siège administratif - 117, Quai du Président Roosevelt à ISSY-LES-MOULINEAUX, sur convocation du Président en vue de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- 1°/ APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL DU 1er DECEMBRE 1993
- 2°/ AGREMENT D'ACTIONNAIRE
- 3°/ DEMISSION DU PRESIDENT
- 4°/ COOPTATION D'UN ADMINISTRATEUR EN REMPLACEMENT DE M. BRUNET
- 5°/ NOMINATION D'UN PRESIDENT DU CONSEIL
- 6°/ NOMINATION DU DIRECTEUR GENERAL
- 7°/ TRANSFERT DU SIEGE SOCIAL
- 8°/ COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS LE 31/12/93
- 9°/ CONVOCATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
- 10°/ RAPPORT - RESOLUTIONS A L'A.G.O.

Il résulte du registre signé par les Administrateurs que :

Sont présents :

- Monsieur Jean-Louis BRUNET, Président du Conseil,
- Madame Catherine TRON, Administrateur,
- Monsieur Alain JOREL, Administrateur,
- UNIMMEUBLES, représentée par Monsieur Robert BARANSKI, Administrateur.
- Monsieur Michel HORPS, Administrateur,

- Monsieur Guy VIGNAL, représentant du Comité Central d'Entreprise assiste à la réunion.

Est représenté :

- Monsieur Serge CAMINE, Administrateur.

1v

Sont absents excusés :

- C.N.C.A. Administrateur,
- DELFINANCES, représentée par Monsieur J.L. CAYEUX, Administrateur,
- Monsieur Patrick JACOB représentant du Comité Central d'Entreprise.

Assistent également à la réunion :

- Monsieur Jean LAURENT,
- Monsieur Philippe SUDRY, Commissaire aux Comptes,
- Monsieur Jean-Paul ANTUORI, Directeur Général Adjoint,
- Monsieur Guy GIRARDETTI, Directeur Général Adjoint,
- Monsieur Jean-Pierre BENETEAU
- Madame Nadine ANDRIEUX,
- Monsieur Jean-Louis CATHALA,
- Madame Brigitte de BOURDELIERE, désignée comme secrétaire de séance.

M. Jean-Louis BRUNET, Président du Conseil d'Administration, constate que les Administrateurs présents réunissent la moitié au moins des membres en fonction et que le Conseil peut valablement délibérer.

1°/ APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL DU 1er DECEMBRE 1993

Les membres du Conseil approuvent le procès-verbal de la réunion du 1er décembre 1993 tel qu'il leur a été adressé avec la lettre de convocation au présent Conseil.

2°/ AGREMENT D'ACTIONNAIRE

Le Conseil agréé la cession d'une action au profit de Monsieur Jean LAURENT.

3°/ DEMISSION DE M. BRUNET

M. Jean-Louis BRUNET fait part de sa décision de démissionner de son poste d'Administrateur et de Président du Conseil.
Le Conseil accepte cette démission et remercie son Président pour les services qu'il a rendus à la Société tout au long de l'exercice de son mandat.

4°/ COOPTATION D'UN ADMINISTRATEUR EN REMPLACEMENT DU PRESIDENT

Le nombre d'administrateurs encore en fonction restant supérieur au minimum légal, le Conseil décide à l'unanimité de nommer à titre provisoire en remplacement de M. Jean-Louis BRUNET, sous réserve de ratification par la plus prochaine Assemblée, M. Jean LAURENT, en qualité d'administrateur pour la durée restant à courir du mandat de son prédécesseur.

5°/ NOMINATION D'UN PRESIDENT DU CONSEIL

Le Conseil à l'unanimité décide de nommer M. Jean LAURENT en qualité de Président pour toute la durée de son mandat d'Administrateur.

Remerciant le Conseil de la confiance qu'il veut bien lui témoigner, M. Jean LAURENT déclare accepter ces fonctions.

Sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires ainsi que des pouvoirs qu'elle réserve spécialement au Conseil d'administration et dans la limite de l'objet social, le Président du Conseil est investi des pouvoirs des plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société.

M. Jean LAURENT préside alors la séance du Conseil.

6°/ NOMINATION DU DIRECTEUR GENERAL

Puis sur la proposition de son Président, Monsieur Jean LAURENT, le Conseil renouvelle Madame Catherine TRON en qualité de Directeur Général pour toute la durée de ses fonctions d'administrateur.

Remerciant le Conseil de la confiance qu'il veut bien lui témoigner, Mme Catherine TRON déclare accepter ces fonctions.

Sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires ainsi que des pouvoirs qu'elle réserve spécialement au Conseil d'administration et dans la limite de l'objet social, Mme Catherine TRON, Directeur Général est investi des mêmes pouvoirs que le Président du Conseil pour agir en toutes circonstances au nom et pour le compte de la Société.

7°/ TRANSFERT DU SIEGE SOCIAL

Le Président expose que cette décision est prise pour améliorer le routage du courrier et recentrer les activités de la Société. Après en avoir délibéré, le Conseil décide à l'unanimité de transférer le siège social à PARIS 15ème - 91/93, Boulevard Pasteur, à compter du 1er Juin 1994 et ce sous réserve de ratification par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire.

En conséquence, le Conseil décide de modifier l'article 4 des statuts.

Nouvel article 4

"Le siège social est fixé à PARIS (quinzième arrondissement) 91/93, Boulevard Pasteur".

Le reste de l'article est inchangé.

Le Conseil donne tous pouvoirs à son Président ou au Directeur Général aux fins de réaliser ce transfert et d'accomplir toutes les formalités légales.

8°/ COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS LE 31/12/93

Le Conseil procède à l'examen des comptes de l'exercice social clos le 31/12/93 sur la base de l'inventaire établi à cette date et arrête définitivement les comptes annuels de cet exercice.

Il est précisé que les comptes annuels ont été établis selon les mêmes formes et les mêmes méthodes que les années précédentes.

Le Conseil examine ensuite l'emploi des résultats et propose à l'Assemblée d'affecter le résultat bénéficiaire de l'exercice, soit 9.960.431,65 F, comme suit :

- à la réserve légale	25.442,00 F	
le solde s'élevant à		9.934.989,65 F
qui augmenté du report à nouveau de		3.519.208,44 F
constitue un résultat distribuable de		13.454.198,09 F
- à titre de distribution aux actionnaires	4.197.930,00 F	
correspondant au versement d'un dividende de 330 F,		
assorti d'un avoir fiscal de 165 F. Cette proposition		
tient compte du plan de financement 1994.		
- le solde au report à nouveau, soit	5.737.059,65 F	
portant le montant total du report à nouveau à		9.256.268,09 F

Il est rappelé que les dividendes mis en paiement au titre des précédents exercices s'élevaient par action à :

- exercice 1990, dividende mis en distribution : 400 F assorti d'un avoir fiscal de 200 F,
- exercice 1991, dividende mis en distribution : 444 F assorti d'un avoir fiscal de 222 F,
- exercice 1992, dividende mis en distribution : 135 F assorti d'un avoir fiscal de 67,50 F.

Puis il examine les conventions réglementées, les participations d'UNIGER et les échéances des mandats des administrateurs en vue de proposer leur renouvellement.

9°/ CONVOCACTION DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Le Conseil décide de convoquer les actionnaires en Assemblée Générale Ordinaire le 9 juin 1994, Immeuble Roosevelt, 117, Quai du Président Roosevelt - 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Examen et approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/93,
- Affectation des résultats,
- Approbation des conventions visées aux articles 101 et suivants de la loi du 24/07/66,
- Renouvellement de mandats d'administrateurs,
- Ratification de nomination provisoire d'administrateur,
- Ratification du transfert du siège social.

10°/ RAPPORT - RESOLUTIONS A L'A.G.O.

Monsieur BRUNET rappelle rapidement la conjoncture immobilière rencontrée en 1993 sur le marché des entreprises, de l'habitation et du loisir.

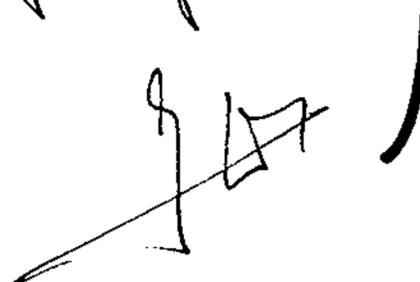
Puis, il précise que, pour atténuer le processus d'érosion des commissions perçues par UNIGER dont l'assiette (collecte et recettes locatives des SCPI) a tendance à se rétracter, différentes mesures ont été prises :

- sur le plan de l'organisation : constitution de deux directions spécialisées, l'une chargée de l'épargne, l'autre de l'investissement et de la gestion des patrimoines,
- sur le plan de la diversification :
 - * création d'une foncière d'investissement : la S.I.S. (Société Immobilière de la Seine) dotée de 1.098 MF,
 - * gestion locative des immeubles de la foncière PEREIRE Investissement créée pour le portage d'un immeuble rénové par UNIMO, et de la Société Immobilière de la Seine,
 - * gérance de l'OUSTAL des Aveyronnais créée à l'initiative de la CR de l'Aveyron,
- sur le plan de la gestion, le taux de commissionnement sur loyers des UNIPIERRE est passé de 7,5 à 8 %.

Le Conseil arrête ensuite les termes du rapport qu'il présentera à l'Assemblée ainsi que le texte des résolutions qui seront proposées au vote des actionnaires. Un exemplaire de ce rapport sera mis à la disposition du Commissaire aux comptes dans les plus courts délais.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 11 h 10.

Certifié conforme à l'original



DESIGNATION D'UN REPRESENTANT PERMANENT

Je soussigné **Lucien DOUROUX**, Directeur Général de la CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE (C.N.C.A.), Société Anonyme au capital de 6 079 027 600 F., régie par les lois n° 66.537 du 24 juillet 1966 et n° 88.50 du 18 janvier 1988, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le numéro B 784 608 416 et dont le siège social est à PARIS 15ème, 91/93 boulevard Pasteur, désigne :

Madame Mina DARBON

11 rue Weber

75016 PARIS

en qualité de **représentant permanent** de la Caisse Nationale de Crédit Agricole, **Administrateur** de la Société UNIGER, société anonyme dont le siège social est 91/93 boulevard Pasteur - 75015 PARIS.

Fait à PARIS, le *30 Mai 1996*



Lucien DOUROUX

Monsieur BRUNET Jean-Louis

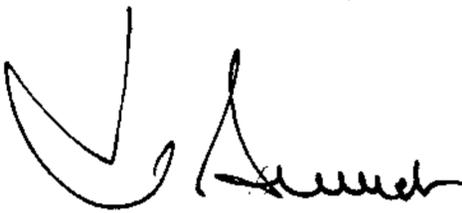
Messieurs,

J'ai l'honneur de vous informer qu'il ne m'est plus actuellement possible d'exercer le mandat d'Administrateur que je détiens dans votre Société.

Aussi, je vous demande de bien vouloir accepter ma démission qui prendra effet à la date qu'il vous plaira de fixer.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'assurance de ma haute considération.

Le 7 Avril 1994



Messieurs le Membres
du Conseil d'Administration
d'UNIGER

U N I G E R

Société Anonyme au capital de 1.526.520 Francs

Siège social :

91/93, Boulevard Pasteur

PARIS 15ème

R.C.S. PARIS B 315 429 837

- S T A T U T S -

JK

TITRE I - FORME - DENOMINATION - OBJET - SIEGE - DUREE

Article 1er - FORME

Il est formé entre les propriétaires des actions ci-après créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement une Société Anonyme qui sera régie par les lois en vigueur et par les présents statuts.

Article 2 - DENOMINATION

La dénomination sociale est : "UNIGER"

Article 3 - OBJET

La Société a pour objet toutes les opérations concernant directement ou indirectement tant en France qu'à l'Etranger :

- La création de toute société quelle qu'en soit la nature juridique (notamment les SCPI régies par la loi 70.1300 du 31/12/70) réunissant des épargnants, personnes physiques et/ou personnes morales ayant vocation à investir dans des actifs dont le caractère foncier et/ou immobilier est prédominant.
- La gestion de ces Sociétés qui comprend l'administration de biens et la gérance d'immeubles pour le compte de tiers. A ce titre, la Société aura notamment pour activité la préparation et la réalisation des augmentations du capital des Sociétés Civiles de Placements Immobiliers dont elle est le gérant ; l'organisation, et la surveillance de l'acquisition de biens sociaux, et plus généralement de la bonne réalisation des programmes d'investissement de ces Sociétés, la gestion de leur patrimoine, leur administration, et en particulier, les relations avec leurs associés ainsi que l'administration et la gérance de patrimoines immobiliers pour le compte de tiers.
- Les activités d'agent immobilier, directement ou par l'exploitation de tous cabinets d'opérations mobilières et immobilières de toute nature, y compris les transactions immobilières.
- La prise de participation directe ou indirecte par voie de constitution de Sociétés, apports, souscriptions d'actions ou de parts sociales dans toutes entreprises industrielles, commerciales, financières ou civiles ayant un objet semblable ou similaire.

Et généralement, toutes opérations de quelque nature qu'elles soient pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets ci-dessus et à tous objets similaires ou connexes ou susceptibles d'en favoriser la réalisation.

.../...

Article 4 - SIEGE SOCIAL

Le Siège Social est fixé à PARIS (quinzième arrondissement), 91/93, Boulevard Pasteur. Il pourra être transféré dans tout autre endroit du département ou d'un département limitrophe par simple décision du Conseil d'Administration sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire et partout ailleurs en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires.

Article 5 - DUREE

Sauf cas de dissolution anticipée ou de prorogation décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, la durée de la Société est fixée à 99 (quatre vingt dix neuf) années à compter du jour de son immatriculation au Registre du Commerce.

TITRE II - CAPITAL SOCIAL - ACTIONS

Article 6 - CAPITAL SOCIAL

Le capital Social est fixé à un million cinq cent vingt six mille cinq cent vingt francs (1 526.520 F). Il est divisé en douze mille sept cent vingt et une (12.721) actions de cent (120,00) francs nominal chacune, entièrement libérées.

Article 7 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont nominatives.

Elles donnent lieu à une inscription en compte dans les conditions et selon les modalités prévues par la Loi.

Article 8 - CESSION D'ACTIONS

- a) Les cessions d'actions s'effectuent par virement de compte à compte conformément à la réglementation en vigueur.

La Société peut exiger que la signature des parties soit certifiée par un officier public ou par le maire de leur domicile.

- b) Les transmissions d'actions par voie de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de cession, soit à un conjoint, soit à un ascendant ou à un descendant, peuvent être effectuées librement.

.../..

Toutes autres cessions ou transmissions d'actions sont soumises à l'agrément préalable du Conseil d'Administration.

A cet effet, le cédant doit notifier à la Société une demande d'agrément indiquant l'identité du cessionnaire, le nombre des actions dont la cession est envisagée et le prix offert.

Le Conseil d'Administration statue, dans les plus courts délais et au plus tard avant l'expiration du délai de trois mois à compter du jour de la notification de la demande, sur l'agrément du cessionnaire proposé.

Sa décision n'est pas motivée ; elle est immédiatement notifiée au Cédant.

Si le Conseil d'Administration n'a pas fait connaître sa décision au Cédant dans le délai de trois mois à compter du jour de la notification de sa demande, l'agrément est réputé acquis.

En cas de refus d'agrément du cessionnaire proposé, le Conseil d'Administration est tenu, dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les actions soit par un actionnaire ou par un tiers, soit avec le consentement du cédant, par la société en vue d'une réduction du capital social, à moins que le cédant ne notifie à la société dans les quinze premiers jours de ce délai de retrait de sa demande.

Cette acquisition, si elle est réalisée a lieu moyennant un prix qui, à défaut d'accord entre les parties, est déterminé par voie d'expertise dans les conditions prévues à l'article 1843, alinéa 4, du Code Civil.

Si, à l'expiration du délai de trois mois à compter de la notification de refus, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné, et l'actionnaire vendeur peut réaliser la vente au profit du cessionnaire primitif, pour la totalité des actions à céder, nonobstant les offres d'achat partielles qui auraient été faites.

Ce délai de trois mois peut être prolongé par décision de justice à la demande de la Société.

- c) Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les cessions, de quelque manière qu'elles aient eu lieu même par voie d'apport en société ou par voie d'adjudication publique, volontaire ou forcée.
- d) En cas d'augmentation de capital par émission d'actions de numéraire, la cession des droits de souscription est soumise à autorisation du Conseil d'Administration dans les conditions prévues au paragraphe b) ci-dessus.
- e) La cession de droit à attribution d'actions gratuites, en cas d'incorporation au capital de bénéfices, réserves, provisions ou primes d'émission ou de fusion, est assimilée à la cession des actions gratuites elles-mêmes et doit donner lieu à une demande d'agrément dans les conditions définies au paragraphe b) ci-dessus.

.../...

Article 9 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Outre le droit de vote qui lui est attribué par la loi, chaque action donne droit à une quotité, proportionnellement au nombre et à la valeur nominale des actions existantes, de l'actif social, des bénéfices ou du boni de liquidation.

Afin que toutes les actions reçoivent, sans distinction la même somme nette, la Société prend à sa charge, à moins d'une prohibition légale, le montant de tout impôt proportionnel qui pourrait être dû par certaines actions seulement, notamment à l'occasion de la dissolution de la Société ou d'une réduction de capital ; toutefois, il n'y aura pas lieu à cette prise en charge lorsque l'impôt s'appliquera dans les mêmes conditions à toutes les actions d'une même catégorie, s'il existe plusieurs catégories d'actions auxquelles sont attachés des droits différents.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit, il appartient aux propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre de faire leur affaire du groupement d'action requis.

Article 10 - INDIVISIBILITE DES ACTIONS

Les actions sont indivisibles vis-à-vis de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour une action ; tous les copropriétaires d'une action sont, en conséquence, tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Sauf convention contraire, les usufruitiers d'actions représentent valablement les nus-propriétaires à l'égard de la Société ; toutefois, le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les Assemblées Générales Ordinaires et au nu-propriétaire dans les Assemblées Générales Extraordinaires.

Article 11 - AUGMENTATION DE CAPITAL

En cas d'augmentation de capital, les actions pourront, suivant la décision de l'Assemblée ou du Conseil d'Administration, si celui-ci en a reçu les pouvoirs, être libérées, au moment de la souscription, soit de la totalité, soit d'une fraction qui ne pourra être inférieure au quart de leur nominal, le surplus pouvant être alors appelé en une ou plusieurs fois, au fur et à mesure des besoins de la Société, aux époques et dans les proportions qui seront déterminées par le Conseil d'Administration compte-tenu des prescriptions légales.

Ces appels de fonds seront portés à la connaissance des actionnaires, soit par lettres individuelles adressées à chaque actionnaire, huit jours au moins à l'avance, soit par des publications qui seront faites au moins quinze jours à l'avance, par un avis publié dans un journal d'annonces légales du lieu du siège social.

A défaut du paiement, aux époques déterminées par le Conseil d'Administration, des montants à libérer sur les actions émises en représentation d'augmentation de capital, l'intérêt est dû, pour chaque jour de retard, à compter de la date

.../...

d'exigibilité, au taux légal, sans qu'il soit besoin d'une demande en justice et sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'actionnaire défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

TITRE III - ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

Article 12 - CONSEIL D'ADMINISTRATION

La Société est administrée par un Conseil composé de trois membres au moins et de douze membres au plus, pris parmi les actionnaires et nommés par l'Assemblée Générale Ordinaire.

La durée des fonctions des administrateurs est de trois années. Ils sont toujours rééligibles. Le Conseil se renouvellera par roulement de telle manière que ce renouvellement soit aussi régulier que possible et complet dans chaque période de trois ans. Pour les premières applications de cette disposition, l'ordre de sortie est établi par voie de tirage au sort en séance du Conseil. Une fois le roulement établi, le renouvellement a lieu par ordre d'ancienneté de nominations.

Le Conseil d'Administration peut, dans les conditions prévues par la loi, procéder à des nominations à titre provisoire. L'administrateur nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que pendant le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

A tout moment, le Conseil d'Administration est composé d'administrateurs dont le tiers en nombre au plus, a atteint l'âge de 70 ans révolus.

Quand la limite du tiers est dépassée, l'administrateur ayant atteint l'âge limite, dont l'entrée en fonction est la plus récente, est immédiatement réputé démissionnaire d'office.

Le nombre limite des administrateurs ayant atteint l'âge de 70 ans révolus, déterminé comme il est dit ci-dessus, est arrêté au nombre entier immédiatement inférieur.

Pour l'application des dispositions ci-dessus, le représentant permanent d'une personne morale administrateur est assimilé à un membre du Conseil. Ladite personne morale est tenue de notifier à la Société, par lettre recommandée, l'identité de son nouveau représentant.

Le Président du Conseil d'Administration ou le Directeur Général prend toutes mesures propres à faciliter l'application du présent article, y compris la fixation de tous délais de préavis ou de notification.

Chaque administrateur doit, pendant toute la durée de ses fonctions, être propriétaire d'une action de la Société. Les actions de cautionnement sont affectées, conformément à la loi, à la garantie de tous les actes de la gestion, même de ceux qui seraient exclusivement personnels à l'un des administrateurs. Elles sont inaliénables.

.../...

Article 13 - BUREAU DU CONSEIL

Le Conseil d'Administration choisit parmi ses membres un Président et, éventuellement, un ou plusieurs vice-présidents, qui exercent leurs fonctions jusqu'à décision contraire du Conseil.

En cas d'absence ou d'empêchement du Président, le Conseil désigne un Président de séance choisi parmi les vice-présidents ou, à défaut, parmi les administrateurs.

Le Conseil peut, en outre, désigner un Secrétaire, actionnaire ou non.

Article 14 - POUVOIRS DU CONSEIL

Le Conseil a, dans le cadre de la loi et dans la limite de l'objet social, les pouvoirs les plus étendus pour agir, en toute circonstance, au nom de la Société.

Tout ce qui n'est pas expressément réservé par la loi à l'Assemblée Générale des Actionnaires, est de la compétence du Conseil d'Administration. Toute limitation des pouvoirs du Conseil d'Administration est inopposable au tiers.

Article 15 - REMUNERATION DES ADMINISTRATEURS

Il peut être alloué au Conseil d'Administration une rémunération fixe annuelle à titre de jetons de présence dont le montant, porté dans les frais généraux, est déterminé par l'Assemblée Générale Ordinaire et demeure maintenu jusqu'à décision de cette Assemblée.

Le Conseil d'Administration répartit cette rémunération entre ses membres dans les proportions qu'il juge convenables.

Article 16 - PRESIDENCE - DIRECTION GENERALE - DELEGATION DE POUVOIRS

Le Président du Conseil d'Administration assume, sous sa responsabilité, la Direction Générale de la Société et la représente dans ses rapports avec les tiers.

Sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux Assemblées d'Actionnaires, ainsi que des pouvoirs qu'elle réserve de façon spéciale au Conseil d'Administration et dans la limite de l'objet social, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir, en toute circonstance, au nom de la Société.

Toute limitation de ses pouvoirs par décision du Conseil d'Administration est inopposable aux tiers.

.../...

Sur la proposition du Président, le Conseil peut nommer un Directeur Général dans les conditions prévues par la loi.

Le Directeur Général dispose, à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs que le Président.

Tous les actes concernant la Société, ainsi que les retraits de fonds et de valeurs, les mandats sur les banquiers débiteurs et dépositaires et les souscriptions, endos, acceptations et acquits d'effets de commerce, sont valablement signés, soit par le Président du Conseil d'Administration, soit par le Directeur Général qui lui est adjoint, soit par l'administrateur remplissant provisoirement les fonctions de Président, soit encore par tout fondé de pouvoir spécial, agissant chacun dans la limite de leurs pouvoirs respectifs.

Le Président et le Directeur Général doivent être des personnes physiques.

Les fonctions du Président du Conseil d'Administration ou celles du Directeur Général en exercice cessent de plein droit le jour où l'intéressé, atteignant l'âge de 65 ans, est alors réputé démissionnaire d'office.

La rémunération du Président du Conseil d'Administration et celle du Directeur Général sont déterminées par le Conseil d'Administration ; elles peuvent être fixes ou, à la fois, fixes et proportionnelles.

Sous réserve des dispositions des alinéas précédents, le Conseil d'Administration peut déléguer à un ou plusieurs de ses membres ou à des tiers, actionnaires ou non, tous mandats spéciaux pour un ou plusieurs objets déterminés, dans les conditions qu'il fixe, avec ou sans faculté de substitution, et faire procéder à toutes études et enquêtes. Il détermine dans ce cas les rémunérations tant fixes que proportionnelles. Si un mandat rémunéré est donné à un administrateur, les dispositions des articles 101 et suivants de la loi du vingt quatre juillet mil neuf cent soixante six sont applicables.

Le Conseil peut décider la création de Comités Consultatifs, dont il détermine la composition et les attributions.

Les membres de ces Comités n'appartenant pas au Conseil d'Administration peuvent être appelés à assister aux séances de celui-ci avec voix consultatives.

La rémunération accordée aux membres de ces Comités sera fixée par le Conseil et portée aux frais généraux.

Article 17 - DELIBERATIONS DU CONSEIL

Les Administrateurs sont convoqués aux séances du Conseil d'Administration par tous moyens, même verbalement.

.../...

Les délibérations sont prises aux conditions de quorum et de majorité prévues par la loi. En cas de partage des voix, celle du Président de séance est prépondérante.

Un Administrateur peut donner mandat à un autre administrateur de le représenter à une séance du Conseil d'Administration.

Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

TITRE IV - CONTROLE DE LA SOCIETE

Article 18 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

L'Assemblée Générale Ordinaire désigne un ou plusieurs Commissaires aux Comptes et, le cas échéant, un ou plusieurs Commissaires suppléants, remplissant les conditions fixées par la loi et les règlements.

Les Commissaires sont nommés pour six exercices ; leurs fonctions expirent après l'Assemblée Générale qui statue sur les comptes du sixième exercice.

TITRE V - ASSEMBLEES GENERALES

Article 19 - ASSEMBLEE GENERALE

Les Assemblées Générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par la loi.

Les réunions ont lieu, soit au Siège Social, soit dans un autre lieu précisé dans l'avis de convocation.

Tout actionnaire peut participer aux Assemblées, personnellement ou par mandataire, sur justification de son identité et de la propriété de ses titres, résultant de son inscription sur les registres de la Société.

Un Actionnaire peut se faire représenter par un autre Actionnaire ou par son conjoint. Il peut également voter par correspondance au moyen d'un formulaire établi selon les modalités fixées par décret.

Les Assemblées sont présidées par le Président du Conseil d'Administration ou, en son absence, par un Vice-Président ou par un Administrateur spécialement délégué à cet effet par le Conseil. A défaut, l'Assemblée élit elle-même son Président.

Les procès-verbaux d'Assemblées sont dressés et leurs copies sont certifiées et délivrées conformément à la loi.

.../...

TITRE VI - COMPTES SOCIAUX

Article 20 - EXERCICE SOCIAL

L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre. Par exception, le premier exercice comprend la période écoulée entre la constitution de la Société et le trente et un décembre mil neuf cent soixante dix neuf.

Article 21 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Même en cas d'absence ou d'insuffisance de bénéfices, il est procédé aux amortissements et provisions nécessaires pour que le bilan soit sincère.

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges sociales, y compris tous amortissements et toutes provisions pour risques commerciaux ou financiers, constituent les bénéfices nets.

- Il est fait sur les bénéfices nets de l'exercice, diminués, le cas échéant des pertes antérieures, un prélèvement de un vingtième au moins affecté à la formation d'un fonds de réserve dit "réserve légale".
- Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social.
- Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice net de l'exercice diminué des pertes antérieures et du prélèvement pour la réserve légale et augmenté des reports bénéficiaires.
- Sur ce bénéfice, l'Assemblée Générale peut prélever ensuite les sommes qu'elle juge à propos d'affecter à tous fonds de réserves facultatives ordinaires ou extraordinaires ou de reporter à nouveau.
- Le solde, s'il en existe un, est réparti entre tous les Actionnaires proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

TITRE VII - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Article 22 - DISSOLUTION

A la dissolution de la Société, un ou plusieurs liquidateurs sont nommés par l'Assemblée Générale des Actionnaires, aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les Assemblées Générales Ordinaires.

Le liquidateur représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et répartir le solde disponible.

L'Assemblée Générale des Actionnaires peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

.../...

Le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions, est effectué entre les Actionnaires dans les mêmes proportions que leur participation au capital.

TITRE VIII - CONTESTATIONS

Article 23 - COMPETENCE - ELECTION DE DOMICILE

Toutes contestations qui peuvent s'élever pendant la durée de la Société ou de sa liquidation, soit entre les Actionnaires et la Société, soit entre les Actionnaires eux-mêmes, au sujet des affaires sociales, sont jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents du Siège Social.

A cet effet, en cas de contestation, tout actionnaire doit faire élection de domicile dans le ressort du Tribunal du Siège Social et toutes assignations ou significations sont régulièrement données à ce domicile.

A défaut d'élection de domicile, les assignations et significations sont valablement faites au Parquet du Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance du lieu du Siège Social.

Certifié conforme à l'original



NAJ Ce 07/04/94

